

Print

Les États-Unis et la Turquie s'apprêtent à intensifier la guerre en Syrie

De [Bill Van Auken](#)

Global Research, août 04, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/les-etats-unis-et-la-turquie-sapprenent-a-intensifier-la-guerre-en-syrie/5467160>



Après avoir conclu un accord avec le gouvernement turc pour l'établissement d'une zone tampon à l'intérieur de la Syrie, pour apparemment combattre l'État islamique (EI), Washington a commencé à débattre sur les règles d'engagement des forces armées américaines contre l'armée syrienne.

La proposition de confisquer une bande de territoire à la frontière turco-syrienne (l'agence de presse officielle de la Turquie a publié une carte indiquant une largeur de plus de 100 km et une profondeur de 40 km) a été acceptée par le gouvernement Obama dans le cadre d'un accord qui permet aux avions de chasse américains d'utiliser la base aérienne turque d'Incirlik afin de perpétrer des frappes aériennes contre des cibles de l'EI.

Les responsables turcs qui, depuis ces quatre dernières années au moins, plaident en faveur de la saisie de la région frontalière au nord de la Syrie, font référence à une «zone de sécurité» – en réalité une zone d'exclusion aérienne – qui protégera selon eux l'armée turque. Les responsables turcs ont été plus réservés en soutenant que le but de Washington n'est que de créer une zone «débarassée de l'EI».

Toutefois, mis à part les différences sémantiques, les États-Unis, par cet accord, donnent leur appui à une intervention proposée par le régime turc dans le but évident d'intensifier la guerre en faveur d'un changement de régime qui est appuyée par l'Occident et qui dévaste la Syrie depuis son éclatement en 2011.

Des responsables du gouvernement et du Pentagone ont indiqué que la nature exacte de la zone proposée ainsi que la question de savoir qui sera responsable de la sécuriser sont des points qui font encore débat entre Ankara et Washington.

«En ce qui concerne les détails immédiats et futurs ainsi que les modalités prévues, ça reste à déterminer avec eux», a dit l'un des responsables – en faisant allusion aux Turcs – au cours d'un appel téléphonique à ce sujet avec les médias la semaine dernière.

Il est toutefois reconnu dans les cercles officiels que la création d'une telle zone entraînera une escalade significative de l'intervention américaine en Syrie. Frederic Hof, l'ancien ambassadeur du gouvernement Obama et conseiller spécial sur le dossier d'une «transition syrienne», a dit au *Christian Science Monitor* qu'Obama «veut absolument voir une progression sur le dossier syrien au cours des quelque 18 mois qui lui reste de son mandat à la Maison-Blanche».

Il a ajouté, «L'initiative Washington-Ankara pourrait représenter beaucoup plus qu'un chapitre dans une guerre terrestre contre l'EI.»

Les objectifs tactiques divergents de deux alliés de l'OTAN rendent la question difficile. Alors que les États-Unis et la Turquie affirment actuellement tous deux être unis dans une lutte conjointe contre l'EI, les actions turques montrent clairement que la destruction de la milice islamiste n'est pas son principal objectif.

Depuis le lancement des attaques en Irak, en Syrie et en Turquie même, le tout au nom d'une relance de la lutte contre le «terrorisme», la Turquie n'a pas concentré ses tirs sur l'EI, mais sur le mouvement de guérilla séparatiste kurde en Turquie, le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), dont les bases situées de l'autre côté de la frontière dans le nord de l'Irak ont été la cible d'un lourd bombardement aérien. Les forces de l'YPG (Unités de protection du peuple), le pendant syrien du PKK, ont aussi essuyé des tirs d'artillerie.

Ces mouvements kurdes constituent dans le nord de la Syrie la principale opposition armée contre l'EI et ils ont, durant le siège de Kobané juste au sud de la frontière turque, combattu avec le soutien d'une couverture aérienne de l'aviation américaine. À présent, le département d'État américain présente une défense tordue des attaques turques au motif que le PKK est officiellement classé comme organisation terroriste, tandis que le YPG ne l'est pas.

L'OTAN a également fourni un cautionnement tacite à la campagne anti-kurde lancée par Ankara. Le 28 juillet, après une réunion d'urgence de 90 minutes, l'alliance militaire menée par les États-Unis s'était déclarée «solidaire» d'Ankara dans la lutte contre le «terrorisme» sans se soucier de faire la différence entre l'EI et les groupes kurdes. L'Allemagne et d'autres puissances européennes sont de plus en plus inquiétées par l'attaque turque, redoutant qu'elle ne dégénère en une guerre encore plus vaste dans la région.

Le régime turc du président Recep Tayyip Erdogan est déterminé à briser l'emprise des forces kurdes dans le nord de la Syrie par crainte qu'il ne devienne un territoire kurde autonome qui pourrait s'étendre aussi à des régions à prédominance kurde en Turquie. Il n'hésitera pas à opposer son veto à toute proposition de recourir à ces forces pour sécuriser la soi-disant zone tampon.

Les seules autres forces anti-EI dans la région sont un rassemblement de milices islamistes, dominées par le Front al-Nosra allié à al-Qaïda, qui ont longtemps fonctionné avec le soutien à peine dissimulé du gouvernement turc et avec l'aide secrète de la CIA américaine, qui a établi un poste dans le sud de la Turquie pour faire passer des armes et des combattants.

Puis il y a les combattants «modérés» syriens armés et formés par les États-Unis. Alors que le gouvernement Obama a alloué 500 millions \$ il y a près d'un an dans le but de mettre en place une force de 15.000 soldats, le secrétaire à la Défense américain Ashton Carter a été obligé d'avouer à la Commission des services armés du Sénat le mois dernier que cette initiative avait réussi à former moins de 60 combattants jusqu'ici. Selon un article, cette maigre bande a été renvoyée en Syrie par camionnettes et on n'a plus jamais entendu parler d'elle.

Ceci n'a pas empêché les partisans d'une intervention américaine plus robuste en Syrie de mener un débat houleux sur ce que l'armée américaine devrait être prête à faire pour soutenir ces mercenaires.

Le 28 juillet, un porte-parole du Pentagone, le lieutenant colonel Joe Sowers a reconnu que, «Les États-Unis s'engagent à la réussite du personnel que nous allons former. Nous sommes toujours en train de réfléchir aux effectifs de soutien que nous pourrions fournir à ces forces.»

Le site web *Défense1* a rapporté que lors de la récente déposition du secrétaire à la Défense Carter, celui-ci a exprimé des doutes au sujet des «aspects juridiques» de l'intervention de l'armée américaine contre les forces gouvernementales syriennes afin de protéger les mercenaires qu'elle a armés et formés.

Des démocrates et des républicains ont alors exigé que soient amendées les Autorisations pour l'utilisation de la force militaire (AUMFs), adoptées en 2001 et 2002 pour lancer la «guerre mondiale contre le terrorisme» et envahir l'Afghanistan et l'Irak, afin d'élargir leur mission en Syrie.

Dans ces conditions, la petite bande de mercenaires «rebelles» formés par le Pentagone servirait simplement de prétexte à l'intervention militaire directe des États-Unis pour renverser le gouvernement syrien du président Bachar al-Assad.

Bien qu'approuvé par Washington, la punition brutale infligée par la Turquie aux Kurdes a été condamnée ailleurs au Moyen-Orient ainsi qu'en Turquie elle-même.

Le gouvernement irakien a condamné les frappes aériennes contre les camps du PKK dans le nord de l'Irak comme «une dangereuse escalade et une atteinte à la souveraineté de l'Irak».

En Turquie, Selahattin Demirtas, président du HDP, le nouveau parti pro-kurde qui a remporté 13 pour cent des voix lors des dernières élections, privant l'AKP au pouvoir de M. Erdogan de sa majorité, a dénoncé la proposition de «zone de sécurité» comme une manœuvre. «La Turquie n'a pas l'intention de cibler l'EI avec cette zone de sécurité», a-t-il dit. «Le gouvernement turc était gravement inquiété par le projet de création d'un État autonome kurde en Syrie.»

L'agence de presse syrienne SANA a cité Demirtas qui a dit lors d'une réunion de l'HDP que l'attentat terroriste attribué à l'EI qui a tué 32 personnes – la plupart d'entre eux les membres d'un mouvement jeunesse de gauche – à Suruc, près de la frontière syrienne, avait été perpétré en fait par des agents du gouvernement dans le but de créer un prétexte pour une intervention militaire.

SANA a cité Demirtas qui a accusé l'organisation «Special Gladio», affiliée au Palais présidentiel turc, d'être derrière l'attentat terroriste. Il faisait allusion aux unités anticommunistes clandestines créés dans la période d'après-guerre, sous les auspices de l'OTAN et de la CIA. La branche turque de Gladio s'est transformé depuis en ÖKK, ou Commandement des Forces spéciales.

Entre temps, le ministère des Affaires étrangères syrien a envoyé des lettres au Conseil de sécurité des Nations Unies et au secrétaire général de l'ONU pour dénoncer les nouvelles actions militaires turques, accusant le gouvernement turc d'être «directement responsable de l'effusion du sang syrien et la souffrance humanitaire de millions de Syriens à l'intérieur et à l'extérieur de la Syrie» par son soutien matériel à des groupes terroristes à l'intérieur de la Syrie et en permettant à des milliers de «combattants étrangers» d'entrer en Syrie à partir du territoire turc.

L'ampleur de cette catastrophe humanitaire provoquée par la guerre soutenue par l'Occident pour le changement de régime en Syrie a été précisée le 28 juillet dans le témoignage de Stephen O'Brien, le sous-secrétaire général de l'ONU pour la coordination des affaires humanitaires, devant le Conseil de sécurité des Nations unies. Il a rapporté que, en plus d'environ 220.000 Syriens tués dans le conflit, quelque 12,2 millions d'entre eux ont maintenant besoin d'aide humanitaire. Il a ajouté que les combats avaient déjà forcé plus d'un million de Syriens à quitter leur maison cette année, beaucoup d'entre eux pour la deuxième ou la troisième fois, s'ajoutant ainsi aux 7,6 millions de personnes qui avaient déjà été déplacées au pays avant 2015.

Faisant remarquer que le plan d'intervention humanitaire de l'ONU n'était financé qu'à 27 pour cent, O'Brien a qualifié la situation en Syrie de «tache permanente la plus honteuse sur la conscience humanitaire du monde».

Bill Van Auken

Article paru en anglais, WSWWS, le 30 juillet 2015

Copyright © 2015 [Bill Van Auken](#)